

**AVENANT N°8 DU 19 NOVEMBRE 2024 RELATIF AUX SALAIRES MINIMA DANS LA BRANCHE
DES MÉTIERS DU COMMERCE DE DÉTAIL ALIMENTAIRE SPÉCIALISÉ (IDCC 3237)**

Entre :

- **La Fédération Saveurs Commerce** - 97 Boulevard Pereire - 75017 PARIS
- **La Confédération du Commerce de Proximité (2CP)** - 23 rue des Lavandières Sainte-Opportune- 75001 PARIS
- **La Fédération nationale des syndicats des commerçants des marchés de France (FNSCMF)**- 14 rue de Bretagne - 75003 PARIS
- **Le Syndicat des Cavistes Professionnels** - 12 rue Sainte-Anne - 75001 PARIS

D'une part,

Et :

- **La Fédération CGT Commerce, Distribution et Services** - 263 rue de Paris - 93154 MONTREUIL Cedex
- **La Fédération des Services CFDT**- 11 rue de Cambrai – Artois – Bâtiment A - 75019 PARIS
- **La Fédération Générale des Travailleurs de l'Agriculture, de l'Alimentation, des Tabacs et Activités Annexes (FGTA-FO)** - 15 Avenue Victor Hugo - 92170 VANVES
- **La Fédération CFE-CGC Agro-alimentaire** - 70 Rue du Rocher -75008 PARIS
- **L'Union Nationale des Syndicats Autonomes (UNSA), Fédération Commerces et Services,** 21 rue Jules Ferry - 93177 BAGNOLET Cedex

D'autre part,

CT CM LT MR DP PJ GLG FH

PRÉAMBULE

Dans un contexte national marqué par une conjoncture économique et politique difficile, l'incertitude des mesures sociales et fiscales générant une diminution de la consommation notamment de fruits et légumes, de fromages, de produits laitiers, de vins, champagnes et boissons alcoolisées, les organisations professionnelles et les organisations syndicales de salariés représentatives au niveau de la Branche des métiers du commerce de détail alimentaire spécialisé (IDCC 3237) ont souhaité poursuivre leur accompagnement des salariés en anticipant la négociation salariale 2025.

À cet effet, elles se sont réunies le 19 novembre 2024 pour étudier une nouvelle grille de rémunérations prenant en considération la revalorisation du SMIC au 1^{er} novembre 2024 et ont procédé à une revalorisation des minima conventionnels de la Branche, dont la dernière est intervenue en mai 2024 avec la conclusion de l'avenant n° 7 du 25 mars 2024.

Face aux incertitudes liées au contexte politique, économique et social, les partenaires sociaux maintiennent leur soutien aux salariés fortement impactés, tout en prenant en compte les difficultés des entreprises confrontées aux mêmes écueils.

Ils rappellent aux entreprises de la Branche :

- L'objectif d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes ainsi que leur obligation de définir et programmer des mesures permettant de supprimer les écarts de rémunération entre les femmes et les hommes,
- La nécessité de garantir aux salariés une rémunération effective au moins égale au montant du salaire minima conventionnel hiérarchique correspondant à leur classification, tel que déterminé par le présent avenant.

Conscientes de l'utilité de renforcer cet accompagnement et du besoin d'améliorer l'attractivité des métiers de la Branche, les organisations professionnelles s'engagent à poursuivre la réflexion sur le partage de la valeur. Dans cet objectif et dans le prolongement des négociations en cours sur la participation et la mise en place d'un PEI et PERECOI de branche, elles présenteront, en 2025, des orientations aux organisations syndicales de salariés représentatives, sur la mise en place d'un dispositif d'intéressement.

CT CM LT MR DP PJ GLG FH

ARTICLE 1^{er} - SALAIRES MINIMA CONVENTIONNELS MENSUELS

Les salaires minimaux hiérarchiques mensuels bruts sont fixés comme suit :

NIVEAU	SALAIRE MENSUEL (en euros)	TAUX HORAIRE (en euros) (Calculé comme suit : salaire mensuel/151,67 heures)
E1 (Après 6 mois d'ancienneté dans l'entreprise, passage automatique au niveau E2 (Article 53-2 CCN))	1 817,53	11,98
E2	1 836,07	12,11
E3	1 856,17	12,24
E4	1 883,99	12,42
E5	1 911,80	12,61
E6	1 933,44	12,75
E7	1 987,54	13,10
AM1	2 415,64	15,93
AM2	2 488,28	16,41
C1	3 016,85	19,89
C2	3 384,68	22,32

ARTICLE 2- SALAIRES MINIMA ANNUELS BRUTS GARANTIS POUR 218 JOURS DE TRAVAIL PAR AN

Le salaire minimum annuel garanti pour 218 jours de travail par an compte tenu de la journée de solidarité prévue à l'article L3133-7 du code du travail reste fixé comme suit :

NIVEAU	SALAIRE MINIMUM ANNUEL BRUT GARANTI POUR 218 JOURS	
	Au titre des 24 premiers mois en forfait jours	Après 24 mois en forfait jours
C1	38 722 €	40 760 €
C2	45 855 €	50 950 €

CT CM LT MR DP PJ GLG FH

ARTICLE 3- ÉGALITÉ PROFESSIONNELLE

Les organisations professionnelles et les organisations syndicales de salariés représentatives dans la Branche réaffirment l'importance qu'elles attachent au principe d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, et plus particulièrement au principe d'égalité des rémunérations.

À ce titre, elles rappellent que les négociations de la Branche sur les salaires minima conventionnels sont, par principe, égalitaires et non discriminantes.

Dans cette négociation, elles ont pris en compte :

- L'objectif d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes,
- Et les mesures permettant d'atteindre cet objectif.

À cet effet, les partenaires sociaux précisent que les politiques de rémunération des entreprises doivent être guidées par les principes généraux d'égalité impliquant que les employeurs garantissent, pour un même travail ou un travail de valeur égale, une égalité de traitement entre les femmes et les hommes.

L'application du présent avenant doit, dans une même entreprise, donner lieu au respect du principe « *à travail égal, salaire égal* ». Conformément à ce principe et aux dispositions légales et conventionnelles, les entreprises veilleront, dans leur politique salariale, au respect des règles suivantes :

- Les différences de rémunération constatées entre les femmes et les hommes ne se justifient que si elles sont conformes aux dispositions légales en vigueur,
- Les employeurs doivent s'assurer que les éléments de rémunération des femmes et des hommes sont établis selon les mêmes critères, notamment dans le cadre de la négociation annuelle obligatoire,
- Les éléments servant à la détermination de la rémunération ainsi que les conditions d'octroi des compléments de rémunération, y compris les avantages en nature, doivent être exempts de toute forme de discrimination,
- Le bénéfice d'un congé de maternité, d'adoption, d'un congé parental d'éducation, d'un congé de présence parentale ou de soutien familial ne constitue pas un élément objectif susceptible de justifier une rémunération moindre, y compris la participation et l'intéressement conformément aux dispositions légales en vigueur,
- Les femmes, sans que les absences pour maternité y fassent obstacle, se voient attribuer, dans les mêmes conditions que les hommes, le niveau de qualification et le salaire prévus par la convention collective nationale des métiers du commerce de détail alimentaire spécialisé et bénéficient des mêmes conditions de promotion et/ou d'évolution, notamment salariale,
- L'égalité de traitement entre les salariés exclue notamment toute différence fondée sur l'un des critères visés à l'article L1132-1 du code du travail.

CT CM LT MR DP PJ GLG FH

En outre, les entreprises de la Branche doivent remédier aux inégalités constatées entre les femmes et les hommes en matière d'écart de rémunération et aux inégalités d'une façon générale en matière de conditions de travail et d'emploi.

ARTICLE 4 - ENGAGEMENT DE LA PROCHAINE NÉGOCIATION SUR LES RÉMUNÉRATIONS

En cas de revalorisation du SMIC entraînant l'application des dispositions prévues à l'alinéa 1^{er} de l'article L2241-10 du code du travail, les organisations professionnelles inscriront la négociation sur les salaires à l'ordre du jour de la première CPPNI suivant cette revalorisation.

ARTICLE 5 - CHAMP D'APPLICATION

Le présent avenant s'applique aux entreprises entrant dans le champ d'application de la Convention Collective Nationale des métiers du commerce de détail alimentaire spécialisé (IDCC 3237), défini à l'article 1 du Titre 1^{er} de l'accord du 12 janvier 2021.

Il se substitue aux dispositions de l'accord du 12 janvier 2021 ayant le même objet, modifiées par l'avenant n°7 du 25 mars 2024 relatif aux rémunérations dans la Branche des métiers du commerce de détail alimentaire spécialisé (IDCC 3237).

ARTICLE 6 - ENTREPRISES DE MOINS DE CINQUANTE SALARIÉS

Compte tenu des dispositions prévues dans le présent avenant, qui a vocation à s'appliquer à toutes les entreprises quelle que soit leur taille, les organisations professionnelles et les organisations syndicales de salariés représentatives au niveau de la Branche considèrent qu'il n'y a pas lieu de prévoir les stipulations spécifiques mentionnées à l'article L2232-10-1 du code du travail.

ARTICLE 7 - DURÉE ET ENTRÉE EN VIGUEUR

Le présent avenant est conclu pour une durée indéterminée.

Sous réserve du droit d'opposition prévu à l'article L2232-6 du code du travail, il entre en vigueur le premier jour du mois qui suit la publication de son arrêté d'extension au Journal Officiel.

ARTICLE 8 - SUIVI DE L'AVENANT

La CPPNI examine, les suites à donner au présent avenant, notamment :

- Chaque année, en cas d'évolution des dispositions légales et/ou réglementaires nécessitant des modifications ou des aménagements des présentes dispositions,

CT CM LT MR DP PJ GLG FH

- En cas de revalorisation du SMIC entraînant l'application des dispositions prévues à l'alinéa 1^{er} de l'article L2241-10 du code du travail.

Elle s'appuiera sur la base des éléments chiffrés et/ou des études ou rapports qui lui seront communiqués.

ARTICLE 9 - RÉVISION – DÉNONCIATION

Le présent avenant pourra être révisé conformément aux dispositions légales et à l'article 5 de la convention collective nationale des métiers du commerce de détail alimentaire spécialisé (IDCC 3237).

Il pourra également être dénoncé dans les conditions prévues à l'article 6 de la convention collective et par les dispositions légales en vigueur.

ARTICLE 10 - PUBLICITÉ ET FORMALITÉS DE DÉPÔT

Le présent avenant est établi en un nombre suffisant d'exemplaires pour être remis à chacune des parties signataires.

Il sera notifié à l'ensemble des organisations représentatives à l'issue de la procédure de signature, conformément aux dispositions de l'article L2231-5 du code du travail.

Il sera ensuite déposé en un exemplaire original et une copie sera envoyée sous forme électronique à la direction générale du travail, conformément à l'article D2231-2 du Code du travail.

Un exemplaire sera également communiqué au greffe du conseil de prud'hommes de Paris.

ARTICLE 11 - EXTENSION

Les organisations professionnelles et les organisations syndicales de salariés représentatives au niveau de la Branche sont convenues de demander sans délai l'extension du présent avenant, conformément aux articles L2261-19 et suivants du code du travail.

Fait à Paris, le 19 novembre 2024

Suivent les signatures

CT CM LT MR DP PJ GLG FH

SIGNATAIRES

Les partenaires sociaux

La Fédération Saveurs Commerce
97 Boulevard Pereire - 75017 PARIS

Christel TEYSSEBRE



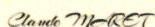
Christel TEYSSEBRE

7e32b259-0f69-41a6-b5fb-81191656f074

**La Confédération du Commerce de Proximité
(2CP)**

23 rue des Lavandières Sainte-Opportune
75001 PARIS

Claude MARET



Claude MARET

30a5c54a-6b3b-4550-8002-c6b78d9d904

**La Fédération nationale des syndicats des
commerçants des marchés de France (FNSCMF)**

14 rue de Bretagne 75003 PARIS

Monique RUBIN



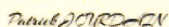
Monique RUBIN

a1b06129-a734-4ee9-a020-213ca01d7c89

Le Syndicat des Cavistes Professionnels (SCP)

12 rue Sainte-Anne 75001 PARIS

Patrick JOURDAIN



Patrick JOURDAIN

74ddc143-c2df-4ff8-8d1b-0f2a82c99f5e

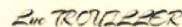
La Fédération CGT Commerce, Distribution et Services
263 rue de Paris - 93154 MONTREUIL Cedex

Sylvie VACHOUX

La Fédération des Services CFDT

11 rue de Cambrai – Artois – Bâtiment A
75019 PARIS

Luc TROILLER



Luc TROILLER

467f0efe-44b4-40b5-907d-b3ab0f766dd4

**La Fédération Générale des Travailleurs de
l'Agriculture, de l'Alimentation, des Tabacs et
Activités Annexes (FGTA-FO)**

15 Avenue Victor Hugo 92170 VANVES

Didier PIEUX



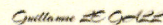
Didier PIEUX

1cda93db-88f1-45c1-97d0-d0aa9d1244b4

La Fédération CFE-CGC Agro-alimentaire

70 rue du Rocher - 75008 PARIS

Guillaume LE GALL



Guillaume LE GALL

4bec370b-a62c-4bb6-a0c4-1c9f669cd80

**L'Union Nationale des Syndicats Autonomes
(UNSA) Fédération Commerces et Services**

21 rue Jules Ferry
93177 BAGNOLET Cedex

Fathia HIRAKI

Fathia HIRAKI

Fathia HIRAKI

1222667-9d0f-4794-98be-a21da1f9f15